

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

PPVS - ML - n° 19.829

Affiché le

29 OCT. 2019

**Ouverture et organisation d'une enquête publique relative au projet  
de déclassement de la rue Dormoy**

**COMMUNE DE GRAND QUEVILLY  
SEINE MARITIME**

Le Président,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la voirie routière et notamment l'article L141-3 et R 141-4, R.141-4 et suivants,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 318-3 et R318-10 et suivants,

VU le Code de des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L 131-1, L134-1 et suivants,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2019 constatant le transfert de la rue Dormoy dans le domaine public métropolitain,

VU la délibération du Conseil Métropolitain du 27 juin 2019 validant le transfert de la rue Dormoy dans le domaine public métropolitain,

VU la délibération du Conseil Métropolitain du 4 novembre 2019 prescrivant l'enquête publique relative au projet de déclassement de la rue Dormoy,

VU les pièces du dossier soumis à enquête publique,

### ARRETE

#### Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de déclassement de la rue Dormoy à Grand Quevilly (76120), qui a pour objectif un classement dans le domaine privé communal permettant la réalisation d'un projet d'aménagement global du secteur du stade Gustave Delaune.

Cette enquête publique se déroulera sur une période de 15 jours entiers et consécutifs à compter du lundi 18 novembre 2019 au mardi 3 décembre 2019 inclus.

Le siège de la Métropole Rouen Normandie est désigné siège de l'enquête.

#### Article 2 :

Madame Mireille AUGÉ, Inspectrice de l'Education Nationale, retraitée, est désignée par Monsieur le Président de la Métropole, en qualité de commissaire enquêteur.

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

### Article 3 :

L'enquête publique se déroulera aux dates mentionnées à l'article 1.

Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces du dossier et un registre d'enquête à feuillets non mobiles seront tenus à la disposition du public :

- À la Mairie de Grand Quevilly (Esplanade Tony-Larue BP 206- 76123 Le Grand-Quevilly Cedex)
  - Du Lundi au Jeudi : de 08h30 à 12h00 de 13h00 à 17h00
  - Le Vendredi : de 08h30 à 12h00 de 13h00 à 16h30
  - Le Samedi : de 08h30 à 11h00
- À la Métropole Rouen Normandie (le 108 - 108 allée François Mitterrand à Rouen) du lundi au vendredi de 8h à 18h,

Les pièces du dossier seront également consultables sur le site Internet de la Métropole Rouen Normandie :  
[www.metropole-rouen-normandie.fr](http://www.metropole-rouen-normandie.fr)

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- sur les registres ouverts à cet effet
- ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur au siège de de la Métropole ou de la Mairie de Grand Quevilly
- Ou les consigner par voie électronique à l'adresse électronique suivante ([martine.laconde@metropole-rouen-normandie.fr](mailto:martine.laconde@metropole-rouen-normandie.fr)) à l'attention du commissaire enquêteur

Dès publication du présent arrêté, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique sur demande écrite auprès de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, le 108-108 allée François Mitterrand, CS 50589 76006 ROUEN cedex.

### Article 4 :

Le commissaire enquêteur sera présent à la Mairie de Grand Quevilly (76123) pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Le samedi 23 novembre 2019 de 8h30 à 11h30 heures
- Le mardi 3 décembre 2019 de 14 heures à 17 heures (clôture de l'enquête publique)

Toute personne souhaitant obtenir des informations complémentaires ou adresser ses observations pourra utilement s'adresser à la Métropole Rouen Normandie / Pôle de Proximité Val de Seine, auprès de Madame Martine LACONDE mël : [martine.laconde@metropole-rouen-normandie.fr](mailto:martine.laconde@metropole-rouen-normandie.fr) (02.35.87.36.42) ou de Madame Sandrine LORIO mël : [sandrine.lorio@metropole-rouen-normandie.fr](mailto:sandrine.lorio@metropole-rouen-normandie.fr) (02.35.87.36.07).

### Article 5 :

À l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, les registres d'enquête seront clos et signés par le commissaire enquêteur.

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

  
métropole  
ROUEN NORMANDIE

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront déposés au siège de la Métropole (, le 108-108 allée François Mitterrand, CS 50589 76006 ROUEN cedex) pour y être tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

### Article 6 :

Le Conseil Métropolitain, organe délibérant de la Métropole Rouen Normandie, se prononcera par délibération sur le projet de déclassement de la rue Dormoy.

### Article 7:

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête :

- Liberté Dimanche
- Paris Normandie

Une copie de ces avis sera annexée aux dossiers d'enquête.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera affiché à la Mairie de Grand Quevilly et à la Métropole Rouen Normandie. Il sera également publié sur le site Internet de la commune de Grand Quevilly et sur le site Internet de la Métropole Rouen Normandie. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat d'affichage signé de Monsieur le Maire de Grand Quevilly et du Président de la Métropole Rouen Normandie.

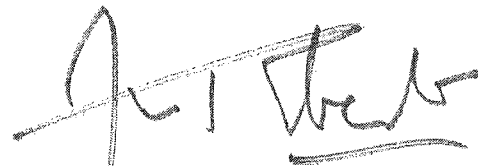
### Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime, à la Ville de Grand Quevilly et au Commissaire Enquêteur.

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée d'un mois au siège de la Métropole Rouen Normandie ainsi qu'à la Mairie de Grand Quevilly.

Fait à Rouen, le 18 octobre 2019

Le Président

  
Yvon ROBERT

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.

Reçu notification le :